

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/M/13

29 avril 1997

(97-1890)

Comité du commerce des services financiers

Original: anglais

RAPPORT DE LA REUNION DU 10 AVRIL 1997

Note du Secrétariat

1. Le Comité du commerce des services financiers a tenu sa treizième réunion sous la présidence de M. Yoshio Okubo (Japon). L'ordre du jour de la réunion figurait dans le document WTO/AIR/556 et consistait en six points: demande de statut d'observateur; état de l'acceptation et de la mise en oeuvre des résultats des négociations sur les services financiers de 1995; faits récents touchant le commerce des services financiers; questions techniques relatives aux listes d'engagements spécifiques et aux listes d'exemptions de l'article II concernant les services financiers; calendrier pour la reprise des négociations et organisation des travaux futurs; et autres questions.

2. Le Président a déclaré que la réunion marquait la reprise des négociations sur les services financiers cette année. Il a présenté une déclaration du Directeur général qui était convaincu que les négociations aboutiraient et offrait de fournir tout le soutien et l'assistance qu'il pourrait donner au Comité dans les neuf mois de négociation qui suivraient. Le Président a rappelé au Comité la Déclaration ministérielle faite à Singapour qui indiquait que l'intention était de reprendre les négociations sur les services financiers en avril 1997. Dans cette déclaration, les Ministres se réjouissaient à la perspective de voir conclure des accords NPF complets dans les négociations sur les services. Ils y affirmaient que le but des négociations sur les services financiers était de parvenir à des engagements sensiblement améliorés en matière d'accès aux marchés, avec une participation plus large dans les délais convenus. Le Président a également rappelé la deuxième Décision concernant les services financiers adoptée par le Conseil du commerce des services le 21 juillet 1995, qui prévoyait qu'un Membre pourrait, durant une période de 60 jours commençant le 1er novembre 1997 et finissant le 30 décembre, modifier ou retirer tout ou partie des engagements spécifiques concernant les services financiers inscrits dans sa Liste, et porter sur la liste les exemptions NPF. Il a souligné que la tâche principale du Comité cette année était de mener à bien ces négociations, au sujet desquelles il invitait les délégations à formuler des observations générales au titre du point C de l'ordre du jour concernant les faits récents touchant le commerce des services financiers.

3. Le représentant de l'Inde a souligné que, dans le paragraphe 17 de la Déclaration de Singapour, les Ministres avaient dit qu'ils étaient déterminés à obtenir un niveau de libéralisation progressivement plus élevé dans le domaine des services sur une base d'avantages mutuels et en ménageant à tel ou tel pays en développement Membre une flexibilité appropriée.

Point A: Demande de statut d'observateur

4. Le Président a rappelé qu'un certain nombre de gouvernements et d'organisations internationales intergouvernementales s'étaient vu accorder le statut d'observateur auprès du Comité. Quatre organisations internationales intergouvernementales, à savoir la Banque mondiale, la CNUCED, le FMI et l'ONU, s'étaient vu accorder ce statut sur une base *ad hoc*. Le Président a indiqué que le Secrétariat de l'OCDE et le Groupe ACP (Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique)

avaient demandé le statut d'observateur auprès du Comité. S'agissant du Secrétariat de l'OCDE, il a fait observer que le Secrétariat de l'OMC s'était vu accorder le statut d'observateur aux réunions des Comités de l'OCDE se rapportant aux services financiers et que ce traitement était subordonné à l'octroi du traitement réciproque.

5. Le Comité a décidé d'accorder le statut d'observateur à la Banque mondiale, à la CNUCED, au FMI et à l'ONU. En ce qui concernait l'OCDE et le Groupe ACP, le Président a indiqué que certains Membres n'étaient pas encore en mesure de prendre une décision sur cette question et qu'il mènerait des consultations informelles à ce sujet. Il a invité le Comité à examiner ce point à la réunion suivante. Le Comité en est ainsi convenu.

Point B: Etat de l'acceptation et de la mise en oeuvre des résultats des négociations sur les services financiers de 1995

6. Le Président a rappelé que le deuxième Protocole annexé à l'AGCS, incorporant les résultats de l'accord de 1995 sur les services financiers, était entré en vigueur le 1er septembre 1996, comme l'avaient décidé les Membres qui l'avaient accepté avant le 1er juillet de l'année précédente. Il a indiqué que l'ensemble des Membres concernés, à l'exception de la Belgique et du Brésil, avaient formellement accepté le Protocole, et que leurs engagements étaient déjà entrés en vigueur. En réponse à une question, les représentants de la Commission européenne (pour la Belgique) et du Brésil ont fait part des difficultés de procédure auxquelles ils étaient confrontés dans les processus de ratification interne. Il ne leur était pas possible de préciser quand ces pays seraient à même d'accepter formellement le deuxième Protocole, mais le processus de ratification se poursuivait pour ces deux Membres. S'agissant de la Belgique, les engagements étaient déjà véritablement entrés en vigueur en vertu de la législation nationale. Les deux représentants ont indiqué qu'en ce qui concernait les services financiers, les listes d'engagements actuellement en vigueur pour ces deux pays étaient celles qui avaient été convenues à la fin du Cycle d'Uruguay.

Point C: Faits récents touchant le commerce des services financiers

7. Le Président a fait remarquer que, dans le cadre de sa fonction d'examen et de surveillance, le Comité devait être informé de tous les faits nouveaux intervenant dans les pays Membres en ce qui concernait le commerce des services financiers, notamment les mesures de libéralisation. Il a invité les délégations à formuler des observations générales sur les négociations au titre de ce point de l'ordre du jour.

8. S'agissant des faits récents, la représentante des Etats-Unis a dit que le marché de son pays était véritablement ouvert. Depuis septembre 1995, les opérations bancaires entre Etats par le biais d'acquisitions étaient possibles dans l'ensemble des 50 Etats. N'importe quel holding bancaire, y compris les holdings étrangers, pouvait acquérir une banque dans n'importe quel Etat. S'agissant de la création de succursales dans d'autres Etats, une banque extérieure à un Etat pouvait fusionner avec une banque de cet Etat et être alors autorisée à continuer d'exploiter des succursales. L'Etat de New York et la Californie étaient parmi les 46 Etats qui avaient pris des dispositions pour permettre l'exploitation de succursales d'autres Etats avant la date limite du 1er juin 1997. Seuls deux Etats avaient choisi de ne pas autoriser l'exploitation de succursales d'autres Etats par le biais de fusions. Un certain nombre d'Etats avaient également autorisé les opérations bancaires entre Etats par le biais de l'établissement de nouvelles succursales. En outre, les Etats-Unis avaient pris des dispositions pour rationaliser la surveillance prudentielle exercée par le Conseil de la Réserve fédérale sur les demandes d'ouverture de nouveaux établissements présentées par les banques étrangères. Le Conseil accélérerait l'établissement de banques venant des pays qui s'acheminaient vers la mise en oeuvre d'un système de surveillance global. En ce qui concernait les règlements relatifs aux valeurs mobilières, les Etats-Unis prenaient

des dispositions pour améliorer la coordination en matière de réglementations entre les instances réglementaires des Etats et celles de l'administration fédérale. Ils avaient réduit les chevauchements et limité la capacité des Etats à imposer des règlements additionnels sur les valeurs mobilières dont l'émission a déjà été approuvée par les autorités réglementaires fédérales. L'intervenante a également indiqué que des propositions de modernisation financière faisaient actuellement l'objet d'un examen au Congrès. Plusieurs projets de loi avaient été présentés, et l'administration se demandait si elle ferait sa propre proposition en la matière.

9. La représentante du Canada a dit que l'examen de la législation applicable au secteur financier dans son pays, dont il avait été rendu compte à la réunion précédente, était terminé, avec pour résultat qu'un projet de loi était déjà soumis au Parlement et serait en principe prochainement adopté. Elle a indiqué que ce projet comportait des mesures relatives à la protection du consommateur et à l'allègement du fardeau réglementaire, de même que des mesures destinées à faciliter l'accès des étrangers au marché canadien. Autre fait nouveau, le Canada réviserait sa politique en matière d'accès des sociétés étrangères pour autoriser l'ouverture directe de succursales par les banques étrangères. Il était déterminé à mettre au point le projet de loi relatif à cette question pour la fin de l'année. Le représentant de la Suisse a indiqué que deux nouveaux textes législatifs étaient entrés en vigueur le 1er janvier 1997. Il s'agissait de la Loi sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières, qui prévoyait des règles uniformes au niveau fédéral pour la délivrance de licences et la surveillance des opérations de bourse et des courtiers. Selon cette loi, la responsabilité première de la surveillance des marchés des valeurs mobilières incomberait aux bourses des valeurs mobilières, qui rendraient compte à la Commission fédérale des banques de la Suisse. L'article de la loi réglementant les prises de contrôle entrerait en vigueur plus tard en 1997. Le deuxième texte était la nouvelle Ordonnance concernant les banques étrangères en Suisse, qui libéralisait encore les activités des banques étrangères, abolissant l'obligation qu'elles avaient de déposer une partie des actifs de leurs succursales en Suisse, d'obtenir une autorisation pour accepter des dépôts. La Suisse serait prête à inscrire ces modifications dans sa Liste si les participants pouvaient parvenir à un accord global dans les négociations en cours. La représentante de l'Australie a annoncé que plusieurs modifications étaient intervenues dans le secteur financier depuis 1995, que les autorités de son pays envisageraient de reprendre dans une éventuelle offre améliorée. Elle a dit qu'un rapport récent résultant d'une enquête sur le système financier de son pays comprenait certaines recommandations importantes concernant la nature des arrangements réglementaires qui seraient le meilleur garant d'un système financier efficace, responsable, compétitif et flexible. Elle a ajouté que des renseignements sur le calendrier que le gouvernement adopterait pour donner suite à ces recommandations seraient fournis ultérieurement.

10. Le représentant du Japon a donné des informations sur les résultats des pourparlers nippo-américains en matière d'assurance, conclus en décembre 1996, et sur l'initiative visant à réformer le système financier, annoncée en novembre 1996. Résumant ces résultats, il a indiqué que, dans les secteurs de l'assurance primaire, l'application de tarifs différents en matière d'assurance automobile serait approuvée, avec entrée en vigueur en septembre de cette année. Il était également prévu de réformer en profondeur le système des tarifs d'assurance avant juillet 1998, et de mettre fin à l'obligation à laquelle étaient soumises les compagnies membres d'utiliser des tarifs unifiés calculés par les organisations de tarification. En ce qui concernait les activités dans le troisième secteur menées par des filiales des grandes compagnies d'assurance japonaises, des restrictions seraient imposées à ces filiales pour protéger certains réseaux commerciaux d'assureurs étrangers et de petites compagnies japonaises. Ces restrictions seraient levées deux ans et demi après l'achèvement de la déréglementation du secteur primaire. L'intervenant a indiqué que les pourparlers étaient axés sur les modifications de la réglementation nationale, et que celles-ci n'affecteraient pas immédiatement le niveau des engagements pris par le Japon dans sa Liste. Cependant, ces nouvelles mesures amélioreraient dans la pratique l'environnement concurrentiel du marché japonais de l'assurance. Les avantages qu'elles conféraient seraient offerts à tous les pays.

11. Passant à la réforme du système financier, le représentant a indiqué qu'elle visait à redynamiser le marché financier japonais par diverses mesures fondées sur trois principes, la liberté, l'équité et la globalité. Cette initiative comprenait un examen général des réglementations et des améliorations portant sur l'infrastructure du marché financier, dont la promotion d'une plus grande liberté pour les transactions transfrontières, l'élargissement du champ des activités commerciales des institutions financières, la diversification des produits et la libération des taxes et frais dans les domaines de la banque, des valeurs mobilières, de l'assurance, des changes et de la comptabilité des entreprises. Certains aspects de ces réformes étaient examinés par les conseils compétents du gouvernement. L'intervenant a ajouté que le principal élément de la réforme, un projet d'amendement de la Loi sur le contrôle des changes, avait déjà été soumis à la Diète. Les modifications proposées les plus importantes étaient l'abolition du système des banques cambistes agréées et l'abolition en principe de toutes les prescriptions en matière d'agrément préalable et de notification en ce qui concerne les opérations en capital transfrontières. Ordinairement, seule une déclaration *ex post* serait obligatoire pour les transactions de change. S'il était adopté, l'amendement serait mis en oeuvre à compter d'avril 1998.

12. Le représentant du Brésil a dit que le système financier de son pays avait fait l'objet, à l'instigation de son gouvernement, d'un vigoureux processus de réforme, dont les principaux objectifs étaient les suivants: réduction de la présence du secteur public, libéralisation visant à la déréglementation et accroissement des entrées de capitaux étrangers. Le processus de privatisation des banques d'Etat était en cours. Une récente mesure provisoire prise par le Président de la République portait sur un programme d'incitations destiné à réduire le rôle du secteur public dans le domaine bancaire. Une fois que la décision de privatiser serait prise, les banques étrangères seraient autorisées à participer à ce processus au même titre que les banques nationales. Ainsi, les banques étrangères pourraient acquérir des banques nationales, à condition que l'opération reçoive l'agrément du Conseil monétaire national et soit entérinée par le Président. Un certain nombre de banques étrangères avaient déjà été autorisées à exercer leurs activités au Brésil. Quant au marché de l'assurance, l'intervenant a ajouté que, sur la base d'une nouvelle interprétation de la législation en vigueur, les sociétés étrangères étaient soumises au même ensemble de règles que les sociétés nationales. En outre, le monopole d'Etat sur la réassurance avait été aboli par un amendement de la Constitution auquel il fallait encore adjoindre des règlements d'application. Afin d'accélérer le processus, le gouvernement adoptait une législation de mise en oeuvre concernant l'article 192 de la Constitution qui réglementait les marchés financiers brésiliens. L'évolution de la situation dans ce domaine dépendait de l'approbation de cette législation de mise en oeuvre par le Congrès brésilien. Le représentant de l'Uruguay a fait référence à la suppression d'un monopole dans le secteur de l'assurance.

13. Le représentant de la Thaïlande a annoncé que, le 6 novembre 1996, plusieurs licences de succursale sans limitation avaient été accordées à des banques étrangères possédant des licences BIBF (Zone franche bancaire internationale de Bangkok). Le 27 décembre 1996, sept licences BIBF avaient été accordées à de nouvelles banques étrangères. Le représentant de l'Inde a indiqué que dans le cadre de la mise en oeuvre de leurs engagements depuis 1993, les autorités avaient autorisé un certain nombre de banques étrangères à ouvrir des succursales dans le pays. En 1996 et en 1997, huit nouvelles banques étrangères avaient ouvert des succursales en Inde. Le délégué du Venezuela a dit que la crise traversée par le système financier en 1994 et 1995 avait été jugulée. Il a souligné que l'ouverture du secteur financier de son pays était confirmée par le succès du régime de privatisation, mis en place pour les institutions financières par l'Etat en coopération avec des entreprises privées. Il a indiqué que ce processus serait renforcé et que des renseignements plus précis seraient fournis aux réunions suivantes.

14. En ce qui concernait les négociations en général, la représentante des Etats-Unis a insisté sur la nécessité de progresser vers une issue heureuse des négociations. Après avoir mentionné les faits nouveaux positifs survenus depuis 1995, tels que la libéralisation en cours dans de nombreux pays,

elle a indiqué que les Etats-Unis aspiraient à faire une offre dès que possible. Ils espéraient présenter une offre sur une base NPF, prévoyant un accès au marché presque complet et le traitement national pour ainsi dire intégral, à condition que les Membres soient en mesure de parvenir à des engagements nettement meilleurs, avec un large niveau de participation. Le principe de la libéralisation progressive était certes incorporé dans l'AGCS mais le cycle de négociations en cours devait déboucher sur de nouvelles possibilités importantes. Pour les Etats-Unis, la libéralisation du secteur financier, conjuguée à une réglementation avisée, constituait le fondement nécessaire à une croissance économique durable et à la création d'emplois. Reconnaissant que certains Membres n'étaient peut-être pas en mesure de procéder à la libéralisation dans l'immédiat, les Etats-Unis ont souligné qu'ils étaient prêts à envisager une mise en oeuvre progressive des engagements de la part de ces Membres. Ils abordaient les négociations dans un esprit constructif et travailleraient en étroite collaboration avec leurs partenaires commerciaux.

15. Le représentant du Canada appelait de ses voeux la conclusion d'un accord NPF permanent et il a souligné qu'il importait de relancer les négociations sur une note positive. Le représentant de la Suisse a pressé les Membres d'inscrire au minimum dans leurs Listes des engagements reflétant le niveau de libéralisation déjà atteint dans leur pays. En outre, des engagements appropriés à mettre en oeuvre progressivement devaient être pris pour confirmer la libéralisation déjà entreprise. Le but final serait de parvenir à un niveau de libéralisation globale plus élevé, qui permettrait de signer un accord définitif avant la fin de 1997. Les représentants de l'Australie, du Japon et de Hong Kong ont également exprimé leur intention de contribuer au succès des négociations sur la base du principe NPF avec un niveau de participation plus large. Le Japon a mentionné la déclaration conjointe présentée par les Ministres des finances de l'APEC à Sebu (Philippines) qui appuyait la reprise des négociations sur les services financiers dans le cadre de l'AGCS.

16. Le représentant du Brésil a fait observer que, dans les négociations, il était capital de garder à l'esprit qu'il s'agissait d'un processus multilatéral que l'on devait faire avancer en recherchant des concessions équilibrées, compte tenu du principe de la libéralisation progressive. Les représentants de l'Uruguay et de la Norvège ont exprimé leur intention de contribuer à l'aboutissement des négociations, et le représentant de la Thaïlande a souligné l'importance que les autorités de son pays attachaient également à la libéralisation progressive. Le secteur financier de son pays en était aux balbutiements en termes de développement et de savoir-faire technologiques, et sa libéralisation immédiate ne lui donnerait pas le temps de s'adapter et de devenir compétitif. Le représentant de la Commission européenne a dit que l'Europe participait aux négociations dans l'espoir que l'accord intérimaire devienne un accord permanent, et que les principales caractéristiques de l'AGCS s'appliquent au secteur des services financiers. Il a ajouté que la prévisibilité fondée sur des engagements consolidés était importante car elle assurait aux investisseurs dans le monde entier la sécurité dont ils avaient besoin pour prendre leurs décisions d'investissement. Il a souligné combien il était important que les déclarations soient traduites en projets d'offres et, à cette fin, il fallait s'efforcer de présenter des projets d'offres rapidement, si possible bien avant la pause de l'été. Les surprises de dernière minute ne devaient pas être autorisées. L'objectif était d'obtenir des engagements complets fondés sur le principe NPF de la part de tous les participants. La représentante de l'Inde a fait part de l'intention de son pays de participer aux négociations conformément à la deuxième Décision sur les services financiers.

17. Le représentant de l'Egypte a déclaré qu'il espérait que ce dont les Membres étaient convenus à Singapour serait scrupuleusement mis en oeuvre, notamment pour obtenir un niveau de libéralisation progressivement plus élevé dans le secteur des services sur une base d'avantages mutuels, une flexibilité appropriée étant ménagée aux pays en développement Membres. A son avis, on pouvait faire aboutir les négociations en 1997, en gardant présente à l'esprit la capacité d'absorption de l'économie et sans sacrifier les intérêts des opérateurs nationaux qui ne seraient pas en mesure de profiter pleinement à court et moyen termes des offres faites par les partenaires développés. Il a également fait observer

qu'il fallait éviter une libéralisation hâtive qui entraînerait des faillites dans le secteur bancaire. Le représentant de l'Argentine a souligné que le principe NPF était important si l'on voulait obtenir un résultat qui bénéficierait à tous les participants. La libéralisation progressive était elle aussi importante. Le Venezuela a aussi insisté sur l'importance qu'il attachait à ces négociations. Le représentant du Pakistan a rappelé qu'il fallait considérer le processus de libéralisation à la lumière des principes énoncés à l'article XIX de l'AGCS, lequel disposait clairement que la libéralisation devait respecter dûment les objectifs de politique nationale et le niveau de développement des différents Membres. Le représentant de l'Indonésie a souligné que son pays avait l'intention de continuer à libéraliser d'une façon progressive. Le secteur des services financiers de son pays s'était développé assez rapidement et nécessitait donc une attention particulière. L'intervenant a également mis l'accent sur son caractère sensible pour le développement de son pays et de la région. Il fallait que le processus de libéralisation se déroule de manière rationnelle et mutuellement avantageuse et que ses étapes soient bien enchaînées.

18. Le Président a remercié les délégations pour leurs déclarations, qui étaient constructives et encourageantes. Vu le rythme des réformes entreprises dans de nombreux pays, il devrait être possible d'arriver à un accord solidement fondé sur le principe NPF. Le représentant de la Jamaïque a suggéré que ce point de l'ordre du jour concernant les faits récents soit maintenu aux réunions suivantes du Comité, de façon que les pays puissent faire rapport sur tous les faits nouveaux qui pourraient intervenir. Il serait également possible, au titre de ce point de l'ordre du jour, de communiquer des informations concernant les arrangements régionaux et les débats en cours.

Point D: Questions techniques relatives aux listes d'engagements spécifiques et aux listes d'exemptions de l'article II concernant les services financiers

19. Le Président a rappelé qu'à de précédentes réunions, le Comité avait débattu de certaines questions techniques et que le Secrétariat avait établi et distribué une note (S/FIN/W/9 du 29 juillet 1996) qui recensait les questions à prendre en considération et énumérait certains points à débattre. Il a invité les délégations à exprimer leurs opinions sur la façon de procéder.

20. Une délégation a dit qu'il était important de s'attaquer rapidement à une ou deux questions techniques afin que les participants puissent faire des offres en sachant exactement à quoi ils s'engageaient; le manque de clarté pourrait nuire à la qualité des engagements. Elle a suggéré de traiter en priorité la question de la distinction entre le mode 1 et le mode 2, probablement dans le cadre d'un groupe informel ou d'un groupe d'experts. Une autre délégation a dit que des questions techniques de ce type avaient causé des problèmes, dans les dernières négociations, au moment où les offres initiales avaient été faites, et qu'il fallait les clarifier avant la présentation des offre initiales prévue pour juillet. Des débats pourraient également avoir lieu au Comité des engagements spécifiques. Plusieurs autres délégations étaient elles aussi d'avis qu'il fallait mener des discussions en vue de préciser la distinction entre le mode 1 et le mode 2. Cependant, plusieurs ont insisté sur le fait que ces débats ne devaient pas retarder l'avancement des négociations générales, étant donné que le temps était compté. Il fallait donc conduire les débats sur les questions techniques parallèlement aux négociations et dans un cadre informel. Il a également été suggéré que les délégations qui souhaitaient y participer préparent des contributions. Le Secrétariat pourrait fournir une certaine assistance sur ce point, soit en développant les questions soulevées dans sa note, soit en aidant les Membres intéressés.

21. En résumé, le Président a relevé qu'il pourrait être utile de clarifier certaines des questions mentionnées dans la note du Secrétariat pour améliorer les offres et qu'il était nécessaire d'examiner plus avant ces questions. En même temps, il était essentiel de ne pas retarder les négociations. Le Président a dit qu'une façon de procéder serait de demander aux délégations intéressées de consulter le Secrétariat et de débattre de ces questions bilatéralement ou dans un groupe informel ouvert à toutes les délégations. Il a suggéré que le Secrétariat soit prêt à discuter de ces questions avec les délégations

intéressées et, si nécessaire, d'organiser des débats informels. Le Comité prendrait note des éventuels faits nouveaux à ses réunions futures. Le Comité a approuvé cette suggestion du Président.

Point E: Calendrier pour la reprise des négociations et organisation des travaux futurs

22. Le Président a fait observer que, pour pouvoir planifier les négociations de l'année en cours, il fallait que le Comité établisse un calendrier. Il avait préparé un projet de calendrier préliminaire qui avait été distribué avant la réunion. Il a invité les délégations à donner leur avis sur ce projet, notamment en ce qui concernait i) la date limite pour la présentation des offres initiales, ii) le niveau auquel les réunions doivent se tenir et iii) la date limite pour la fin des négociations.

23. S'agissant de la date limite pour la présentation des offres initiales, des délégations se sont demandé s'il était réaliste de la fixer au 14 juillet 1997, étant donné la nécessité d'obtenir suffisamment de listes de demandes et de mener des consultations internes. Il semblait difficile, voire impossible, pour certaines délégations de respecter cette date. Ces délégations étaient favorables à l'adoption d'une approche plus flexible pour la présentation des offres initiales. D'autres délégations ont souligné qu'il fallait que des offres soient présentées dès que possible dans le processus.

24. Résumant la discussion, le Président a relevé que certaines délégations avaient dit qu'elles auraient des difficultés à présenter des offres significatives pour le 14 juillet. Néanmoins, il a souligné qu'en raison du court délai fixé pour les négociations les Membres devaient faire tout leur possible pour présenter leurs offres avant la date butoir du 14 juillet. Il a suggéré que ceux qui ne seraient peut-être pas en mesure de présenter des offres pour cette date donnent des indications ou fassent rapport sur l'avancement de leurs travaux. Étant donné le peu de temps disponible, il fallait que les débats de fond sur les offres commencent en été. Aucune objection à cette formule n'a été soulevée au Comité.

25. En ce qui concernait la date limite pour la fin des négociations, le Président a rappelé que le Comité avait jusqu'au 30 décembre 1997 d'après la Décision du Conseil susmentionnée. Cependant, comme il était difficile de négocier efficacement après la mi-décembre, il avait proposé que la dernière réunion du Comité se tienne le 12 décembre 1997. Plusieurs délégations étaient favorables à ce que la date limite pour la fin des négociations soit fixée au 12 décembre. Une délégation a posé une question au sujet de la procédure à suivre pour modifier formellement la date de conclusion. En réponse, le Secrétariat a expliqué qu'il faudrait une Décision du Conseil du commerce des services pour que cette modification prenne effet et soit sûre sur le plan juridique. Plusieurs délégations étaient d'avis qu'il fallait demander au Conseil de prendre une décision qui avancerait formellement la date limite pour la fin des négociations au 12 décembre. Plusieurs délégations ont suggéré que le Conseil prenne une telle décision rapidement, si possible avant l'été, pour assurer une certaine sécurité aux Membres.

26. En résumé, le Président a dit que le Comité semblait favorable à ce que sa dernière réunion se tienne le 12 décembre 1997. Il a noté que, de l'avis du Comité, il fallait recommander au Conseil de prendre une décision visant à achever les négociations ce jour-là. Il a suggéré que les délégations consultent les autorités de leur pays à ce sujet, et l'informent des difficultés que pourrait soulever une recommandation dans ce sens à l'intention du Conseil. Il leur a demandé de l'informer de ces éventuelles difficultés avant la fin d'avril, de façon que le Comité soit à même de faire sa recommandation au Conseil à temps pour la réunion de mai. Le Comité a approuvé la suggestion du Président, et a adopté le calendrier (voir en annexe) compte tenu des remarques complémentaires faites par le Président lorsqu'il a résumé les débats.

27. En réponse à une demande, le Président a indiqué que le Secrétariat établirait une note pour la réunion suivante, qui clarifierait d'un point de vue juridique les rapports entre les nouveaux engagements devant être annexés à un protocole concluant les négociations en cours et les engagements

en vigueur annexés au deuxième Protocole en 1995 ou datant du Cycle d'Uruguay. Certains éclaircissements pourraient également être utiles en ce qui concernait la situation des Membres qui maintiendraient leurs engagements en vigueur à la conclusion des négociations en cours. Quant à la réunion suivante, il a été convenu de la tenir le jeudi 5 juin, comme indiqué dans le calendrier.

Point F: Autres questions

28. Aucun point n'a été soulevé au titre des autres questions.

9 avril 1997

Comité du commerce des services financiers

PROJET DE CALENDRIER POUR L'ACHEVEMENT DES NEGOCIATIONS

Avril 1997

- * Début des négociations 7 avril
- * Réunion du Comité Jeudi 10 avril

Juin 1997

- * Négociations bilatérales 2-6 juin
- * Réunion du Comité Jeudi 5 juin

Juillet 1997

- * **Présentation des offres initiales** **Lundi 14 juillet**
- * Négociations bilatérales 14-18 juillet
- * Réunion du Comité Jeudi 17 juillet

Septembre 1997

- * Négociations bilatérales 15-19 septembre
- * Réunion du Comité Jeudi 18 septembre

Octobre 1997

- * Négociations bilatérales 13-17 octobre
- * Réunion informelle du Comité pour établir un projet de Protocole Jeudi 16 octobre
- * Réunion du Comité Vendredi 17 octobre

Novembre 1997

- * **Présentation des projets de listes** **Lundi 10 novembre**
- * Négociations bilatérales 10-14 novembre
- * Réunion du Comité Vendredi 14 novembre
 - Etablissement du projet de Protocole
 - Examen des projets de listes

Décembre 1997

- * **Présentation des projets de listes finals** **Lundi 1er décembre**
 - Examen des projets de listes révisés
- * Négociations bilatérales 8-12 décembre
- * Réunion du Comité Vendredi 12 décembre
 - Adoption du Protocole

Les dates des réunions au niveau des hauts fonctionnaires seront fixées en temps voulu.